

CONFERENCE

DEBAT

organisée par

L'Assemblée Citoyenne du Bassin Manosquin

Les enjeux du Grand Marché Transatlantique

MERCREDI

16

AVRIL

18H15

**Salle du
FOYER RURAL
VOLX**



Avec la participation de

Lia MALHOITRE

Economiste, membre d'ATTAC

assemblée citoyenne du bassin manosquin



Depuis juin 2013 la Commission européenne négocie, au nom de l'UE, la conclusion d'un accord sur le commerce et les investissements avec les USA. Ce "Trans-Atlantique Free Trade Area" (TAFTA) entre deux partenaires qui représentent le tiers des échanges commerciaux et la moitié du PIB mondial, serait l'accord de libre-échange et de libéralisation de l'investissement le plus important jamais conclu.

Il vise à offrir des "marchés" d'exportation aux grandes firmes en éliminant toutes les barrières douanières et surtout en harmonisant vers le bas toutes les règles du commerce, toutes les normes sociales, sanitaires, alimentaires ou environnementales.. Tout serait aligné sur des "règles mondiales" pour augmenter encore les marges et les profits des multinationales.

Plus grave encore, un mécanisme dit de "protection des investissements" prévoit de soumettre les litiges entre les entreprises et les pouvoirs publics – nationaux, régionaux, locaux – à des Cours d'arbitrage privées afin de préserver les bénéfices "escomptés" par les investisseurs. C'est ce qui était déjà prévu dans l'AMI (Accord Multilatéral sur l'Investissement) négocié dans le cadre de l'OCDE et abandonné face à un vaste mouvement populaire.

C'est trop grave! Le Peuple doit être consulté!

Et pourtant ! Les termes de la négociation sont totalement secrets. Même le Parlement européen ne dispose pas des documents échangés entre les négociateurs. Aucun débat public, aucune communication gouvernementale n'est organisée sur ce funeste projet.

Pire, François Hollande, en visite aux USA, exhorte le président Obama à "accélérer la création de ce vaste marché". Et il poursuit : "Nous avons tout à gagner à aller vite. Sinon nous savons bien qu'il y aura une accumulation de peurs, de menaces, de crispations."

Quel terrible aveu ! Quelle négation de la démocratie !

Raison de plus pour que chacune et chacun de nous s'en empare !



Qu'est ce qui se cache derrière ce texte que la Commission européenne et les gouvernements refusent de mettre à disposition du grand public? D'où vient ce projet? Qui est à la manœuvre? Au service de qui? Comment les dirigeants européens et américains tentent de mettre au point un système assurant la toute puissance des firmes multinationales au détriment des états et des populations ?

Autant de questions qui seront au cœur du débat le 16 avril à Volx